

# L'image de Justin Trudeau fâcheusement brouillée

Canada En cause, un scandale de corruption, mais aussi la question des peuples autochtones.

Éclairage Philippe Paquet

En un seul scandale, c'est non pas l'image de Justin Trudeau, mais trois images au moins du Premier ministre canadien qui menacent de voler en éclats: celle de l'homme politique intègre, bien entendu, mais aussi celle du défenseur des peuples autochtones, et celle du promoteur des droits des femmes. Cela permet de comprendre l'importance de l'affaire Wilson-Raybould, quand bien même, à en croire le chef du gouvernement, rien d'illégal n'aurait été commis. Un impact d'autant plus considérable que les Canadiens iront aux urnes dans sept mois pour renouveler leur Parlement, et que les sondages se sont pas bons pour le Parti libéral de M. Trudeau.

Jeudi dernier, à la faveur d'une conférence de presse, Justin Trudeau a tenté de calmer la tempête qui secoue son cabinet depuis un mois exactement – le 12 février, Jody Wilson-Raybould démissionnait avec fracas de son poste de ministre des Anciens combattants, une voie de garage pour celle qui, un mois plus tôt, était encore ministre de la Justice et procureur général du Canada. Le vieux scandale des pots-de-vin versés par le groupe SNC-Lavalin à la Libye de Kadhafi prenait soudainement la dimension d'une affaire d'État, susceptible de provoquer à terme la chute du Premier ministre.

## Un problème de communication ?

Justin Trudeau a donc exprimé des regrets et déploré "l'érosion de la confiance" entre son équipe et celle de M<sup>me</sup> Wilson-Raybould. Toutefois, s'il a reconnu un problème de communication au sein de son gouvernement, il n'a, en revanche, pas admis une faute éthique, encore moins

une violation de la loi. Or, l'ex-ministre de la Justice dénonce des pressions "inappropriées" exercées sur elle par l'entourage du Premier ministre dans le dossier SNC-Lavalin. Elle parle aussi de "menaces voilées" à son égard.

Les ennuis de M<sup>me</sup> Wilson-Raybould remontent au 17 septembre 2018, quand elle fit savoir qu'elle ne s'opposerait pas à la décision de la justice de poursuivre le géant canadien de l'ingénierie et de la construction pour corruption, plutôt que de négocier avec lui un accord à l'amiable. Un procès signifiant à coup sûr une condamnation, SNC-Lavalin serait interdit de marchés publics pendant dix ans. Le coup serait terrible pour l'entreprise qui emploie 9 000 personnes au Canada, et pour le Québec, où elle a son siège – ce Québec qui sera un enjeu électoral primordial pour les libéraux en octobre.

## Une femme et une Amérindienne

Sous prétexte d'un remaniement gouvernemental, Jody Wilson-Raybould a été écartée de son ministère sans crier gare, le 14 janvier. Le dossier SNC-Lavalin ne saurait y être étranger, mais d'aucuns invoquent aussi les positions en pointe de la ministre – elle-même une Amérindienne de Colombie-Britannique – sur les peuples autochtones, dont M. Trudeau avait dit vouloir accélérer la réconciliation avec l'État canadien, avant de reléguer la question à l'arrière-plan.

Tout aussi fâcheux pour le Premier ministre, cette fois sous l'angle de son féminisme militant, une seconde femme a démissionné de son gouvernement par solidarité avec M<sup>me</sup> Wilson-Raybould, le 4 mars: la responsable du budget, Jane Philpott (qui détenait, jusqu'au remaniement du 14 janvier, le portefeuille des services aux autochtones...). Certes, le principal conseiller de Justin Trudeau, Gerald Butts, a lui aussi été emporté par la tourmente. Il n'en reste pas moins que le Premier ministre est gravement attaqué sur des aspects essentiels de son programme politique et de sa personnalité.